



Conseil économique et social

Distr. générale
24 septembre 2014
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur
les effets transfrontières des accidents industriels

Huitième réunion

Genève, 3-5 décembre 2014

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

Utilisation des ressources financières en 2013-2014

Utilisation des ressources financières et en nature en 2013-2014

Rapport du secrétariat

Résumé

Le présent document de travail a été établi par le secrétariat pour donner suite à la demande formulée par la Conférence des Parties à sa septième réunion (Stockholm, 14-16 novembre 2012) (ECE/CP.TEIA/24, par. 25). Il contient des informations sur les ressources financières et en nature fournies par les Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels au cours de la période 2013-2014 et sur leur utilisation.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Utilisation des ressources financières et en nature en 2013-2014.....	1–12	3
Tableaux		
1. Contributions financières au Fonds d'affectation spéciale de la Convention reçues au cours de l'exercice biennal 2013-2014.....		4
2. Solde du Fonds d'affectation spéciale de la Convention et prévisions		5
3. Aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives.....		7
4. Détails des dépenses, 2013-2014		8

1. À sa septième réunion (Stockholm, 14-16 novembre 2012), la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels) a approuvé le budget relatif au plan de travail pour la période 2013-2014. La Conférence des Parties a demandé au secrétariat de lui rendre compte, à sa huitième réunion, de l'utilisation des ressources pour 2013-2014 de la même façon qu'il l'avait fait pour le précédent exercice biennal, toutes les contributions en nature, et non pas seulement celles qui dépassaient les 20 000 dollars É.-U. par pays, devant être résumées dans le premier tableau (ECE/CP.TEIA/24, par. 25).

2. Le présent document contient des informations sur l'utilisation des ressources financières et des contributions en nature apportées au titre de la Convention. Il répertorie aussi toutes les Parties, tous les autres États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et toutes les organisations internationales qui ont fourni des contributions financières ou en nature aux fins de la mise en œuvre d'activités au titre de la Convention au cours de la période 2013-2014.

3. Au cours de l'exercice biennal 2013-2014¹, les Parties ont versé des contributions financières d'un montant total de 713 075 dollars E.-U. au Fonds d'affectation spéciale de la Convention (voir tableau 1)².

4. Au cours de l'exercice biennal 2013-2014, les Parties et d'autres parties prenantes ont également apporté des contributions en nature, en fournissant des services d'experts ou un financement direct pour l'organisation de différentes réunions et manifestations au titre de la Convention, pour un montant total d'environ 547 236 dollars E.-U. (voir tableau 1). Les pays de la CEE et les Parties à la Convention qui ont fait des contributions en nature dans le cadre de cet exercice biennal, en fournissant des services d'experts ou un financement direct aux fins de l'organisation de différentes réunions au titre de la Convention, sont les suivants: Allemagne, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Hongrie, Norvège, Pays-Bas, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Ukraine et Union européenne (UE). En outre, des contributions en nature similaires ont été faites par le Centre commun de recherche de l'UE, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Groupe conjoint de l'environnement du PNUE et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le partenariat avec les Dialogues sur les politiques nationales axés sur la gestion intégrée des ressources en eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement au titre de la Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) – l'instrument opérationnel de l'Initiative européenne pour l'eau – a également donné lieu à des contributions en nature. Pendant l'exercice biennal, la coopération s'est également poursuivie avec les centres régionaux de l'ONU pour l'environnement ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales suivantes: BIOM Ecological Movement (Kirghizistan), Eco-Peace (Fédération de Russie), Mama-86 (Ukraine) et Zoï Environment Network (Suisse). Les organisations et entreprises ci-après ont également apporté des contributions, notamment en accueillant ou en organisant des réunions et en offrant des services d'experts: DNV Oil & Gas (Belgique); Fédération européenne du génie chimique; European Process Safety Centre (*Centre européen pour la sécurité des processus*); Groupe GCE (Fédération de Russie); TOTAL; Union Française des industries pétrolières et United Kingdom Petroleum Industry

¹ Cette période va du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2014.

² Les sommes ont en fait été déposées auprès de deux fonds d'affectation spéciale: l'un dédié au projet relatif à la Convention sur les accidents industriels (projet n° E106-ECE-EV-102), et l'autre au projet relatif aux accidents industriels et à la sécurité (projet n° E191-ECE-EV-102).

Association (*Association de l'industrie pétrolière du Royaume-Uni*).³ En sus des contributions financières versées au Fonds d'affectation spéciale de la Convention, les contributions en nature apportées au cours de l'exercice biennal ont grandement contribué à la mise en œuvre du programme de travail.

5. Outre les contributions en nature énumérées ci-dessus, des membres élus et nommés des organes subsidiaires ont joué un rôle très important, dans les réunions des organes subsidiaires et en faisant mieux connaître la Convention lors de différentes manifestations. Pour compléter les réunions ordinaires du Bureau, le Groupe de travail de l'application, le Groupe de travail du développement de la Convention (Groupe de travail du développement) et le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels, deux groupes subsidiaires du Bureau et du Groupe de travail de l'application ont été établis: un petit groupe chargé de fournir des orientations sur la révision du document relatif aux indicateurs et critères découlant de l'approche stratégique⁴, et un autre petit groupe chargé d'examiner les autoévaluations et les plans d'action communiqués par les pays bénéficiaires du Programme d'aide.

Tableau 1

Contributions financières au Fonds d'affectation spéciale de la Convention reçues au cours de l'exercice biennal 2013-2014 (au 31 août 2014)

(En dollars É.-U.)

<i>Partie/Pays</i>	<i>Contributions financières</i>	<i>Valeur approximative des principales contributions en nature</i>
Albanie	534	-
Allemagne ^d	158 534	280 000
Autriche	5 392	-
Azerbaïdjan	-	15 000
Bosnie-Herzégovine	-	15 000
Croatie ^a	3 000	15 000
Ex-République yougoslave de Macédoine	-	15 000
Finlande ^c	66 844	-
Géorgie	-	15 000
Hongrie	-	5 000
Initiative sur l'environnement et la sécurité (fonds provenant de la Finlande)	7 668	-
Italie	69 156	-
Norvège	40 000	15 000
Pays-Bas	80 603	61 000
République de Moldova	-	5 000
République tchèque ^b	17 000	-
Roumanie	6 622	5 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	17 500

³ La mention d'une entreprise privée dans le présent document n'implique aucune approbation de la part de l'Organisation des Nations Unies.

⁴ Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (ECE/CP.TEIA/2010/6).

<i>Partie/Pays</i>	<i>Contributions financières</i>	<i>Valeur approximative des principales contributions en nature</i>
Serbie ^e	1 200	17 000
Slovénie	10 471	4 000
Suède	-	9 000
Suisse	153 219	73 736
Ukraine	-	5 000
Union européenne	92 832	33 000

^a Les contributions financières comprennent 3 000 dollars É.-U. facturés en juillet 2014.

^b Les contributions financières comprennent 8 500 dollars É.-U. facturés en août 2014.

^c Les contributions financières comprennent 50 000 euros (soit environ 66 844 dollars É.-U.) facturés en août 2014.

^d Les contributions financières comprennent 39 152 euros (soit environ 52 342 dollars É.-U.) facturés en août 2014.

^e Les contributions financières comprennent 1 200 dollars É.-U. facturés en juillet 2014.

5. L'Allemagne a fait une contribution particulièrement importante en fournissant un expert associé qui lui a coûté environ 145 000 dollars É.-U. par an à partir de novembre 2011⁵. À la réunion qu'il a tenue en juin 2013, le Bureau a décidé de reconduire le contrat de l'expert associé pour deux ans, et d'en assurer le financement à parts égales par l'Allemagne et le Fonds d'affectation spéciale de la Convention.

6. En outre, au cours de l'exercice biennal, les pays suivants ont bénéficié, ou doivent bénéficier, d'activités dans le cadre du Programme d'aide tout en contribuant en nature à ces activités: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kirghizistan, Monténégro, République de Moldova, Serbie, Turkménistan et Ukraine⁶.

7. Le tableau 2 montre quel était le solde du Fonds d'affectation spéciale de la Convention (en décembre 2012, décembre 2013 et août 2014) et donne également des chiffres prévisionnels (jusqu'à la fin décembre 2014).

Tableau 2

Solde du Fonds d'affectation spéciale de la Convention et prévisions (au 31 août 2014)

(En dollars É.-U.)

<i>Période</i>	<i>Montant total des contributions^a</i>	<i>Montant total des dépenses</i>	<i>Solde</i>
Au 31 décembre 2012	-	-	1 002 929
Janvier-décembre 2013	332 164	493 473	841 620
Janvier-août 2014	381 055	248 402	974 273
Prévisions pour la période septembre fin décembre 2014	152 000 ^b	248 000	878 273

^a Montant total des contributions, y compris les intérêts.

^b Les prévisions sont calculées sur la base des contributions attendues de l'Allemagne, de l'Italie et de la Norvège.

⁵ Le financement de l'expert associé n'est assuré ni par les contributions en nature, ni par les Fonds d'affectation spéciale de la Convention et, par conséquent, n'apparaît nulle part ailleurs dans le présent rapport.

⁶ La Roumanie a également participé et contribué aux activités au titre du Programme d'aide, mais pas en tant que pays bénéficiaire.

8. Le tableau 3 présente un aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives. Le détail des dépenses et une comparaison entre dépenses prévues et dépenses effectives figurent au tableau 4. Il s'agit aussi bien des dépenses effectuées directement à partir du Fonds d'affectation spéciale⁷ que des dépenses couvertes par des contributions en nature apportées par les Parties, dont la valeur a été exprimée en dollars des États-Unis⁸. Le tableau 3 présente également les prévisions de dépenses pour les réunions prévues entre septembre et décembre 2014.

9. On s'attendait à ce que plusieurs activités prévues ne soient pas achevées au cours de l'exercice biennal. En ce qui concerne la participation de Parties et d'autres parties prenantes, aucune dépense n'était requise pour les visites de travail auprès de diverses parties prenantes. S'agissant de l'échange d'informations, la mise en commun de bonnes pratiques pour accroître la participation du public aux activités nationales en matière de sécurité industrielle ne s'est pas faite, vu l'absence d'un pays pilote et l'insuffisance des ressources disponibles auprès du Fonds d'affectation spéciale. Des données d'expérience et des bonnes pratiques seront échangées entre les Parties à l'occasion d'un séminaire dans le cadre de la huitième réunion de la Conférence des Parties, en complément d'un atelier de formation sur l'évaluation des risques et les enseignements tirés des accidents, organisé conjointement avec le Centre commun de recherche de l'UE. Des exercices bilatéraux de préparation n'ont pas été réalisés au cours de l'exercice biennal en raison d'un manque de financement spécifique. Pour le domaine d'activité du financement, aucune dépense n'était requise pour les réunions de donateurs ou les visites bilatérales. En ce qui concerne les partenariats stratégiques, des activités destinées à lutter contre l'excès d'optimisme n'ont pas été mises en place en tant qu'activité à part entière; en revanche, des éléments de ce domaine d'activité seront traités dans le cadre du projet relatif à la gestion des risques et des crises dans le delta du Danube (projet relatif au delta du Danube). La deuxième étape du projet destiné à aider les pays à ratifier le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières n'a également pas été mise en œuvre, les pays n'ayant pas suffisamment exprimé leur intérêt à cet égard.

⁷ Au 31 août 2014.

⁸ Sur la base des hypothèses suivantes, en conformité avec les montants indicatifs pour l'estimation du niveau de ressources nécessaires à l'exécution du plan de travail et l'évaluation des contributions en nature, adoptés par la Conférence des Parties à sa septième réunion (ECE/CP.TEIA/24, appendice): a) accueil d'un atelier: 30 000 dollars É.-U.; b) accueil d'une réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application: 7 500 dollars É.-U.; c) accueil d'une réunion du Bureau ou du Groupe de travail: 5 000 dollars É.-U.; d) accueil d'une réunion d'une équipe spéciale: 2 500 dollars É.-U.; e) fourniture d'experts à l'appui des activités du Programme d'aide: 2 000 dollars É.-U.; f) frais de voyage des experts: 1 000 dollars É.-U. Une autre catégorie a été ajoutée à ces hypothèses: g) accueil d'une réunion d'experts: 15 000 dollars É.-U., pour des réunions d'une taille équivalente à une réunion du Bureau ou du Groupe de travail (5 000 dollars É.-U.) et pour un atelier plus grand (30 000 dollars É.-U.).

Tableau 3
Aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives
 (En dollars É.-U.)

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Dépenses effective et dépenses prévues^a</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
I. Activités de base au titre de la Convention	655 000	201 443	376 236
II. Activités d'aide au titre de la Convention	800 000 ^b	101 339	229 000
III Dépenses de personnel	750 000	687 093	-
Total (englobant toutes les activités et toutes les catégories de personnel)	2 225 000	989 876	605 236

^a Y compris les dépenses réellement engagées entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 août 2014 et les dépenses prévues pour la période allant du 1^{er} septembre au 31 décembre 2014.

^b Y compris le budget prévu (105 000 dollars E.-U.) pour l'appui administratif au Programme d'aide qui n'a été mis en place.

10. Les dépenses au titre du Programme d'aide lui-même ont été inférieures aux prévisions car de nombreuses activités ont été financées en nature et de nouveaux partenariats ont été établis. Deux missions de consultation n'ont pas été nécessaires. Un nouveau fonctionnaire rémunéré sur des fonds extrabudgétaires a commencé à travailler en tant que directeur du programme d'aide pendant cet exercice biennal, en février 2013. Les dépenses liées au Programme d'aide sont présentées au tableau 3 sous le point III «dépenses de personnel». Enfin, il n'a pas été possible, faute de ressources extrabudgétaires suffisantes, de financer un poste d'agent des services généraux pour le Programme d'aide.

11. Pour l'exercice biennal, le budget prévu était de 2 205 000 dollars E.-U., tandis que le montant total des dépenses effectives et prévues et des contributions en nature s'est établi à 1 595 112 dollars É.-U. Cependant, si ces ressources semblent avoir été sous-utilisées, c'est parce qu'on avait établi le budget en pensant que des pays chefs de file seraient trouvés pour chaque activité et que des fonds et des contributions en nature seraient fournis en quantité suffisante pour mettre en place l'ensemble des activités, ce qui ne s'est pas concrétisé. Aucune de ces deux conditions n'a été satisfaite au cours de l'exercice biennal.

12. Les dépenses du Fonds d'affectation spéciale ont été supérieures aux ressources, ce qui s'était traduit par une diminution du solde à la fin de l'exercice biennal (de 1 002 929 dollars E.-U. à la fin du précédent exercice biennal à 878 273 dollars É.-U. à la fin de l'exercice biennal en cours (selon les prévisions).

Tableau 4
Détails des dépenses, 2013-2014

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
I. Activités de base au titre de la Convention						
Participation des Parties et de diverses parties prenantes	Communication ciblée (lettres d'information, communiqués de presse, brochures, site Web, participation à des forums)	15 000	Les activités de communication suivantes ont été exécutées:			
			Publication de 6 communiqués de presse			
			Bandes dessinées concernant la Convention sur les accidents industriels		Fonds attribués par la Suisse à Zoï Environment Network pour la production des bandes dessinées et leur traduction en russe. Traduction française fournie à titre de contribution en nature par la Suisse.	7 000
			Production d'un film relatif à la Convention sur les accidents industriels	17 000 (prévision)	Une contribution supplémentaire en nature a été apportée par l'Allemagne afin de soutenir la Télévision des Nations Unies lors d'un cours d'été organisé à Perm (Fédération de Russie), du 29 septembre au 3 octobre 2014, aux fins de la production d'un film concernant la	5 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
					Convention sur les accidents industriels.	
			Participation du Bureau ou du secrétariat aux forums internationaux suivants:			
			1. Forum international sur la sécurité industrielle, Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), avril 2013 et avril 2014 (faux frais au départ et à l'arrivée liés à la participation du personnel du secrétariat à la réunion de 2013).	172	Le Royaume-Uni a fourni un expert pour la réunion d'avril 2013 (E). L'Allemagne a fourni un expert pour la réunion d'avril 2014 (E). Frais de voyage et d'hébergement pour un membre du personnel du secrétariat et deux experts fournis par le Groupe GCE (Fédération de Russie).	2 000 (Royaume-Uni) 2 000 (Allemagne)
			2. Réunion du programme de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine de la Commission européenne, 12 juin 2014, Bruxelles (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	1 117		

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			3. Séminaire d'experts sur le développement d'un outil d'autoévaluation pour permettre aux nations de se préparer aux conséquences transfrontières des catastrophes et des crises, organisé par l'OSCE (13 et 14 juin 2013), Vienne			
			4. Douzième réunion annuelle du Conseil inter-États sur la sécurité industrielle, Azerbaïdjan, 16 et 17 septembre 2014	2 000 (prévision)		
			5. Traductions entre l'anglais, le français et le russe	3 887 (dont 3 164 <i>estimés</i>)		
	Visites de travail et réunions de haut niveau chez les Parties	9 000	Aucune n'a fait l'objet de dépenses supplémentaires (pour les visites de haut niveau en Géorgie et en Bosnie-Herzégovine, voir la section sur le Programme d'aide)			
	Visites de travail auprès de diverses parties prenantes	6 000	Aucune n'a eu d'incidences financières			
	Sous-total	30 000		23 876		16 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Échange d'informations	Échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties et promotion de l'organisation en continu d'exercices bilatéraux de préparation	30 000	Séance consacrée à l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques concernant le renforcement de la sécurité industrielle lors de la huitième réunion de la Conférence des Parties			
			Atelier de formation, dans le cadre de la Directive de Seveso et de la Convention, sur l'évaluation des risques et les enseignements tirés des accidents, novembre 2013, Ispra (Italie) (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat et un participant)	1 385	Atelier organisé par le Centre commun de recherche de l'UE	30 000
			Mise à jour et retraitage de la publication <i>Lignes directrices en matière de sécurité et règles de bonnes pratiques concernant les installations de gestion des résidus</i> (dépenses incluses dans les coûts de traduction anglais-russe susmentionnés)			
			Mise à jour de la publication sur les lignes directrices et les règles de bonnes pratiques en matière de sûreté des conduites	3 729 (prévision)		

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			Consultation en vue d'élaborer une version plus facile à utiliser du document «Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels» (ECE/CP.TEIA/2010/6) (Document-repère)		Contribution en nature offerte par la Suisse à Zoï Environment Network pour la mise en place de cette activité	20 000
	Sensibilisation à la sécurité industrielle dans les universités (pays pilote: Allemagne)		Atelier d'aide à la sensibilisation à la sécurité industrielle dans les universités, mars 2013, Erevan (Arménie)		Atelier organisé par l'Arménie. L'Allemagne a accordé un financement aux participants à la réunion	30 000
		30 000 (versés en nature par l'Allemagne)	Cours d'été à Perm (Fédération de Russie), 29 septembre-3-octobre 2014		L'Allemagne finance l'organisation du cours d'été, y compris les frais de voyage et d'hébergement d'un membre du personnel du secrétariat	90 000
	Échange de bonnes pratiques pour accroître la participation du public aux activités nationales en matière de sécurité industrielle	30 000	Activité exécutée			
Sous-total		90 000		5 114		170 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Partenariats stratégiques	Élaboration d'un guide méthodologique sur l'évaluation des risques, en collaboration avec des partenaires	30 000	Guide méthodologique sur l'évaluation des risques, élaboré conjointement avec le Centre commun de recherche de l'UE Webinaire/formation en ligne (coût d'utilisation d'une plateforme de formation en ligne)	1 500 <i>(prévision)</i>	L'UE a fourni une contribution en nature grâce à la coopération du Centre commun de recherche pour élaborer conjointement le guide méthodologique sur l'évaluation des risques et collaborer à la préparation et à l'animation d'un webinaire.	
	Mise en commun de bonnes pratiques en matière de sécurité et d'aménagement du territoire	40 000	Session sur l'implantation d'activités dangereuses lors du Forum sur le logement en Europe et en Asie centrale, avril 2013		La Suisse a fourni un animateur (E+T en vue de sa participation à une session)	1 000
	Activités destinées à sensibiliser au risque d'excès d'optimisme, à assurer la prévention et à maintenir un niveau élevé de sécurité, en collaboration avec des partenaires	50 000	Activité non exécutée en tant qu'activité à part entière. Des éléments portant sur l'excès d'optimisme seront examinés dans le cadre du projet relatif au delta du Danube			
	Élaboration, en collaboration avec des partenaires, de lignes directrices sur l'évaluation des risques transfrontières	60 000	Réunion d'expert sur l'élaboration de lignes directrices sur l'évaluation des risques transfrontières, incluant éventuellement une description des risques d'exposition (projet relatif à l'évaluation des risques	1 376	Contributions en nature apportées par les Pays-Bas et la République de Moldova, chef de file de cette activité. L'OMS a organisé l'atelier. Les Pays-Bas ont fourni trois experts (E+T).	9 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			d'accident industriel et à l'application des obligations transfrontières) (frais de voyage et de séjour pour la participation d'un expert à la réunion concernant le projet, février 2014, Bonn)			
			Atelier sur l'évaluation des risques d'accident industriel et l'application des obligations transfrontières, Chisinau, 18 et 19 septembre 2013 (subvention accordée pour l'organisation de l'atelier via le bureau du PNUD au service national d'hydrométéorologie de la République de Moldova, frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	43 985	Organisé par la République de Moldova. L'Allemagne a fourni un expert; les Pays-Bas en ont fourni trois (E+T).	2 000 (Allemagne) 9 000 (Pays-Bas)
			Réunion dans le cadre du projet relatif à l'évaluation des risques d'accident industriel et à l'application des obligations transfrontières, 4 et 5 avril 2013, Bonn (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	1 684	Réunion organisée par l'OMS. Les Pays-Bas ont fourni trois experts (E+T).	9 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Gestion des risques dans les installations de gestion des résidus: élaboration d'une liste de points à vérifier et exercices pratiques	En nature		Réunions du Comité directeur du projet relatif aux installations de gestion des résidus en Ukraine, novembre 2013 et mai 2014 (faux frais au départ et à l'arrivée liés à la participation d'un membre du personnel du secrétariat à la réunion de mai 2014)	172	Contribution en nature apportée par l'Allemagne au projet sur l'amélioration de la sécurité des installations de gestion des résidus industriels, fondé sur l'exemple des installations ukrainiennes	100 000
Réunion du Groupe mixte des experts de l'eau et des accidents industriels en vue d'élaborer une liste de contrôle ou une méthode pour harmoniser la planification d'urgence		20 000	Doit avoir lieu les 6 et 7 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat et deux experts venant de pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale)	7 500 (prévision)	La Hongrie doit accueillir cette réunion.	5 000
			Consultant chargé d'élaborer une liste de contrôle ou une méthode pour harmoniser la planification d'urgence		Contribution financière de l'Allemagne via les mécanismes de la Convention sur l'eau pour financer les dépenses de consultant	10 000

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)</i>			
	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
	Deuxième étape du projet destiné à aider les pays à ratifier le Protocole sur la responsabilité civile	25 000	Activité non exécutée			
	Formation en ligne sur les accidents industriels, avec le concours du PNUE et du Groupe conjoint de l'environnement PNUE/OCHA	15 000	Formation en ligne élaborée et lancée en 2013, avec le concours de partenaires		Coopération avec le PNUE et le Groupe conjoint de l'environnement PNUE/OCHA. Le Royaume-Uni a apporté la contribution d'un expert chargé d'examiner et de mettre la dernière main à la formation en ligne.	2 000
	Réunion avec des organisations partenaires pour coordonner les activités conjointes	30 000	Les réunions suivantes ont été tenues avec les organisations partenaires:			
			La deuxième réunion de coordination inter-institutions a été organisée par l'OMS.	1 354	La deuxième réunion de coordination inter-institutions a été organisée par l'OMS.	
			Deux réunions de coordination inter-institutions, Genève, avril 2013, et Bonn, mai 2014 (frais de voyage et de séjour pour la participation du secrétariat à la réunion de Bonn)	701		

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Plan de travail prévu</i>		<i>Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre</i>			
	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
			Réunion avec le Bureau du Centre commun de recherche chargé des accidents graves pour discuter de l'appui conjoint des États membres de la CEE dans l'établissement de rapports sur les dispositions à prendre en cas d'accident industriel, en vue d'un atelier de formation, mars 2013	2 101		
			Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques, réunion du Groupe de travail d'experts du PNUE sur le cadre souple, Paris, 4-6 novembre 2013 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	1 600 <i>(prévision)</i>		
			Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques, Paris, 22-24 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	2 000 <i>(prévision)</i>		
Sous-total		270 000		63 971		145 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Financement	Réunions de donateurs	5 000	Activité non exécutée			
	Visites bilatérales	10 000	Activité non exécutée			
Sous-total		15 000				
Autres activités	Huitième réunion de la Conférence des Parties	80 000	Huitième réunion de la Conférence des Parties, Genève	35 000 (prévision)	Réunion à Genève	
	Réunions du Bureau (y compris réunions conjointes avec le Groupe de travail de l'application)	75 000	Les réunions suivantes ont eu lieu:			
			1. Réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application, Genève, 29 et 30 janvier 2013 (frais de voyage et de séjour pour deux membres du Bureau et deux membres du Groupe de travail)	5 848	Réunion à Genève	
			2. Réunion du Bureau à Genève, juin 2013 (frais de voyage et de séjour pour deux membres du Bureau)	3 353	Réunion à Genève	
		3. Réunion conjointe du Bureau et Groupe de travail de l'application, Bootle (Royaume-Uni), novembre 2013 (frais de voyage et de séjour pour deux membres du Bureau,	10 362	Réunion accueillie par le Royaume-Uni	7 500	

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			un membre du Groupe de travail et deux membres du personnel du secrétariat)			
			4. Réunion du Bureau, 16 et 17 juin 2014, La Haye, juste après la réunion du groupe de gestion du projet relatif au delta du Danube (frais de voyage et de séjour pour deux membres du personnel du secrétariat et deux membres du Bureau, dont l'un a également participé à la réunion du groupe de gestion du projet)	8 198	Réunion accueillie par les Pays-Bas	5 000
			5. Réunion du Bureau, 2 décembre 2014	956 <i>(prévision)</i>	Réunion à Genève	
Réunions du Groupe de travail de l'application (qui n'ont pas eu lieu conjointement ou consécutivement à celles du Bureau et qui ne sont pas comprises dans les estimations de coûts sous «Réunions du Bureau»)	35 000		1. Réunion du Groupe de travail de l'application, Stockholm, juin 2013 (frais de voyage et de séjour pour quatre membres et un membre du personnel du secrétariat)	9 978	Réunion accueillie par la Suède	5 000
			2. Réunion du Groupe de travail de l'application, Bucarest (Roumanie) (frais de voyage et de séjour pour trois membres et un membre du personnel du	4 139	Réunion accueillie par la Roumanie	5 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			secrétariat)			
			3. Réunion du Groupe de travail de l'application, Genève, 2 et 3 juillet 2014 (frais de voyage et de séjour pour trois membres)	5 039	Réunion à Genève	
Réunion du Groupe de travail du développement		25 000	Les réunions suivantes ont eu lieu:	9 473	Réunion à Genève	
			- Troisième réunion du Groupe de travail du développement, Genève, 3 et 4 septembre 2013 (frais de voyage et de séjour pour cinq membres)	16 136	Réunion à Genève	
			- Quatrième réunion du Groupe de travail du développement, Genève, 28 et 29 avril 2014 (frais de voyage et de séjour pour huit membres et un juriste)			
			Consultant chargé de fournir des avis juridiques pour évaluer les amendements par le Groupe de travail du développement		Dépenses de consultant couvertes par le budget ordinaire de l'ONU	
Consultation afin de permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents		50 000	Activité exécutée grâce à un processus de consultation en ligne à l'automne 2014, après la remise en route du		La Suisse a fourni un financement pour rétablir le Système de notification des accidents industriels et	20 736

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
	industriels de la CEE		Système de notification des accidents industriels en juin 2014		permettre sa remise en route	
Sous-total	260 000		108 482		34 236	
Sous-total section I	540 000		201 443		376 236	
II. Activités d'aide au titre de la Convention						
Programme d'aide	Activités au titre de la phase préparatoire (notamment au Monténégro et au Turkménistan) et autres activités destinées à mieux faire connaître le Programme d'aide	15 000	Réunion de sensibilisation de haut niveau et atelier d'experts pour la Géorgie, novembre 2013 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat et un expert financé au moyen du budget ordinaire de l'ONU)		Accueillis par la Géorgie. L'Allemagne et les Pays-Bas ont fourni un expert (T+E). La Slovaquie a fourni un expert (E)	15 000 (Géorgie) 3 000 (Allemagne) 3 000 (Pays-Bas) 2 000 (Slovénie)
			Atelier sur l'application de la Convention au Monténégro, 15 et 16 avril 2014 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat)	1 467	Atelier accueilli par le Monténégro	
			Mission conjointe au Turkménistan dans le cadre des Dialogues de la CEE sur les politiques nationales axés sur la gestion intégrée des ressources en eau, avril 2014		Financée via les Dialogues sur les politiques nationales axés sur la gestion intégrée des ressources en eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement	

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
					au titre de la Convention sur l'eau	
			Réunion de haut niveau destinée à promouvoir l'application de la Convention en Bosnie-Herzégovine, 19 mai 2014 (frais de voyage et de séjour pour deux membres du personnel du secrétariat)	3 454	Accueillie par la Bosnie-Herzégovine; l'Allemagne et les Pays- Bas ont fourni un expert	15 000 (Bosnie-Herzégovine) 3 000 (Allemagne) 3 000 (Pays-Bas)
			Atelier sur l'application de la Convention au Turkménistan, 9 et 10 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour d'un membre du personnel du secrétariat financé via les Dialogues sur les politiques nationales au titre de la Convention de la CEE sur l'eau)		Financé grâce à une contribution de la Norvège aux Dialogues sur les politiques nationales au titre de la Convention de la CEE sur l'eau. Accueilli par le Turkménistan. Le Royaume-Uni a fourni un expert (E+T). L'Allemagne et la Slovénie ont fourni un expert (E).	2 000 (Allemagne) 15 000 (Norvège) 2 000 (Slovénie) 3 000 (Royaume-Uni)

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			Atelier sur l'application de la Convention au Turkménistan, 9 et 10 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour d'un membre du personnel du secrétariat financé via les Dialogues sur les politiques nationales au titre de la Convention de la CEE sur l'eau)		Financé grâce à une contribution de la Norvège aux Dialogues sur les politiques nationales au titre de la Convention de la CEE sur l'eau. Accueilli par le Turkménistan. Le Royaume-Uni a fourni un expert (E+T). L'Allemagne et la Slovaquie ont fourni un expert (E).	2 000 (Allemagne) 15 000 (Norvège) 2 000 (Slovénie) 3 000 (Royaume-Uni)
	Activités au titre de la phase d'exécution, faisant suite à un plan d'action approuvé par le Bureau (par exemple en Serbie et en ex-République yougoslave de Macédoine)	200 000 (à titre indicatif)	Activité de renforcement des capacités pour améliorer l'élaboration et l'évaluation des rapports de sécurité, Zagreb (Croatie), 28 et 29 octobre 2013 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat et un expert, subvention accordée au Ministère pour des dispositions organisationnelles)	5 590	Accueillie par la Croatie (services logistiques et matériels nécessaires à la formation compris). Le Centre commun de recherche de la Commission européenne a fourni un expert (T+E). Les Pays-Bas ont fourni un expert (E). La traduction du rapport de sécurité à utiliser dans les formations a été assurée par la Suède.	15 000 (Croatie) 2 000 (Pays-Bas) 3 000 (Centre commun de recherche) 4 000 (Suède)

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			Session de formation sur le système de gestion de la sécurité, en tant que partie intégrante des rapports de sécurité, Belgrade (Serbie), 13 et 14 novembre 2013 (frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat et un expert, subvention accordée au Ministère pour des dispositions organisationnelles)	6 069	Accueillie par la Serbie (services logistiques et matériels nécessaires à la formation compris). Les Pays-Bas ont fourni un expert (E).	15 000 (Serbie) 2 000 (Pays-Bas)
			Atelier sur l'élaboration et l'évaluation des rapports de sécurité, Scopje (ex-République yougoslave de Macédoine), 27 et 28 février 2014 (subvention accordée au Ministère pour les dispositions organisationnelles et les préparatifs du voyage ainsi que pour l'élaboration des documents de travail)	7 470	Accueilli par l'ex-République yougoslave de Macédoine (services logistiques et matériels nécessaires à la formation compris). La Serbie a fourni un expert (E).	15 000 (ex-République yougoslave de Macédoine) 2 000 (Serbie)
	Réunions du Groupe de travail de l'application aux fins de l'examen des auto-évaluations réalisées et des plans d'action	20 000	Voir réunions du Groupe de travail de l'application qui sont présentées séparément			

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Ateliers ou réunions sous-régionaux de suivi et de formation sur les auto-évaluations et les plans d'action			Atelier sur la révision et la mise à l'essai du Document-repère sur les indicateurs et les critères, Albanie, 7 et 8 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour pour un expert)	1 559	Accueilli par l'Albanie. Contribution de la Suisse apportée à Zoï pour réaliser l'activité, en coopération avec le secrétariat, notamment pour produire un document sur les indicateurs et les critères plus facile à utiliser	12 500 (Suisse)
			Atelier sur la révision et la mise à l'essai du Document-repère sur les indicateurs et les critères, Azerbaïdjan, 27-31 octobre 2014 (frais de voyage et de séjour pour un expert)	2 000 (prévision)	Accueilli par l'Azerbaïdjan. Contribution de la Suisse apportée à Zoï pour réaliser l'activité, en coopération avec le secrétariat, notamment pour produire un document sur les indicateurs et les critères plus facile à utiliser. Le Royaume-Uni a fourni un expert (E+T).	15 000 (Azerbaïdjan) 12 500 (Suisse) 3 000 (Royaume-Uni)

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
Projet relatif au delta du Danube en matière de gestion des risques et des crises, auquel participent la République de Moldova, l'Ukraine et la Roumanie		200 000 (à titre indicatif)	Le projet relatif à la gestion des risques et des crises dans le delta du Danube a débuté en décembre 2010. Il devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2015. Les activités prévues en 2013 et 2014 étaient les suivantes:			
			1. Trois réunions du Groupe d'experts chargé d'élaborer des lignes directrices en matière de sécurité pour les terminaux pétroliers, le 10 janvier 2013 à Anvers (Belgique); le 25 septembre 2013 à Odessa (Ukraine) (tout de suite après l'atelier sur les lignes directrices en matière de sécurité, les dépenses y relatives sont présentées sous le point 3 ci-dessous); et le 27 mars 2014 à Genève (frais de voyage et de séjour liés à la participation de quatre experts à la réunion de mars 2014)	4 885	L'Ukraine a accueilli une réunion, juste après un atelier. Le Groupe DNV (Belgique) et le Groupe GCE (Fédération de Russie) ont organisé une réunion chacun. L'Allemagne a fourni un expert qui a participé à trois réunions du groupe d'experts (E+T). L'European Safety Process Centre et des entreprises privées ont également fourni des experts qui ont participé aux réunions du groupe d'experts et contribué aux lignes directrices.	9 000 (Allemagne)
			2. Réunions du Groupe de gestion du projet à Chisinau, 18 avril 2013, et à La Haye, 18 juin 2014 (frais de voyage et de	5 096	Accueillie par les Pays-Bas. Soutien financier offert par les Pays-Bas à 3 participants de la République de Moldova	6 000 (Allemagne) 16 000 (Pays-Bas)

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			séjour pour deux participants issus de pays bénéficiaires et deux membres du personnel du secrétariat; les dépenses liées à l'organisation de la réunion à La Haye, le 18 juin 2014, sont présentées sous «Réunions du Bureau», étant donné que la réunion du Groupe de gestion du projet a eu lieu juste après celle du Bureau)		et de l'Ukraine. Un représentant de l'Allemagne et un représentant des Pays-Bas ont participé en tant que représentants de pays donateurs aux réunions du Groupe de gestion du projet (E+T).	5 000 (République de Moldova)
			3. Atelier sur les lignes directrices en matière de sécurité et les bonnes pratiques concernant les terminaux pétroliers à Odessa, 23-25 septembre 2014 (frais de voyage et de séjour pour quatre experts et deux membres du personnel du secrétariat)	53 580	L'Ukraine a accueilli l'atelier. L'Allemagne et les Pays-Bas ont fourni des experts (E+T). Le Groupe GCE (Fédération de Russie) a fourni un expert.	3 000 (Allemagne) 3 000 (Pays-Bas) 5 000 (Ukraine)
			4. Consultant chargé de mener une analyse comparative des cadres juridiques nationaux et d'élaborer des projets d'accords sur la gestion des risques et des crises	9 040 (prévision)		

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
			5. Consultant chargé de mettre à jour la présentation de la carte des risques	1 130 (prévision)		
	Autres projets présentés par les pays dans le cadre des plans d'action au titre du Programme d'aide, en vertu du mécanisme cyclique	150 000	Atelier sur l'adhésion à la Convention et sa mise en œuvre, Bichkek (République kirghize), 28 et 29 octobre 2013		Le Kirghizistan a accueilli l'atelier. L'organisation de l'atelier et les frais de voyage et de séjour pour un membre du personnel du secrétariat ont été financés par l'Allemagne via un projet financé par la GIZ au titre de la Convention de la CEE sur l'eau	15 000
	Deux missions de consultation	20 000	Activité exécutée			
	Agents des services généraux rémunérés sur des fonds extrabudgétaires/assistants administratifs pour la mise en œuvre du projet	105 000	Activité non exécutée			
Sous-total, section II		800 000		101 339		229 000

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
III. Dépenses de personnel						
Professionnels rémunérés sur des fonds extrabudgétaires (Fonctionnaire chargé de l'appui au Programme /Spécialiste des questions d'environnement)	330 000		Coûts des services du fonctionnaire chargé de l'appui au Programme (janvier 2013-octobre 2013)	168 081		
			Coûts des services du spécialiste chargé des questions d'environnement (mai-août 2014)	53 937 (estimation)		
			Coûts des services du fonctionnaire chargé de l'appui au Programme (prévision pour septembre- décembre 2014)	56 048 (prévision)		
Professionnels rémunérés sur des fonds extrabudgétaires (Programme d'aide)	420 000		Coûts liés au Directeur du Programme d'aide (février 2013-août 2014)	307 055 (prévision)		
			Coûts liés au Directeur du Programme d'aide (prévision pour septembre-décembre 2014)	73 450 (prévision)		

Domaine d'activité	Plan de travail prévu		Plan de travail exécuté (y compris prévisions concernant les activités prévues entre septembre)			
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	Valeur estimée des contributions en nature
	Professionnels rémunérés sur des fonds extrabudgétaires (expert associé)		Coûts de financement pour deux mois par le Fonds d'affectation spéciale (novembre-décembre 2014)	28 523 (prévision)		
Sous-total, section III		890 000		687 093	-	
Total (englobant toutes les activités et toutes les catégories de personnel)		1 455 000		989 876		605 236

Abréviations: E = expert fourni au titre des contributions en nature; E+T = expert fourni au titre des contributions en nature + frais de voyage et de séjour afférents; DNV= Det Norske Veritas Energy (Belgique); UE = Union européenne; GIZ = Agence allemande de coopération internationale; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques; OSCE = Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.